



Organisation
panaméricaine
de la Santé



Organisation
mondiale de la Santé
BUREAU RÉGIONAL DES
Amériques

53^e CONSEIL DIRECTEUR

66^e SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS POUR LES AMÉRIQUES

Washington, D.C., ÉUA, du 29 septembre au 3 octobre 2014

CD53/DIV/2

Original : espagnol

**DISCOURS D'OUVERTURE DU PRÉSIDENT SORTANT
DU CONSEIL DIRECTEUR DE L'OPS, MADAME CARINA VANCE MAFLA
MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR**

**DISCOURS D'OUVERTURE DU PRÉSIDENT SORTANT
DU CONSEIL DIRECTEUR DE L'OPS, MADAME CARINA VANCE MAFLA
MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR**

**Le 29 septembre 2014
Washington, D.C.**

**53^e Conseil directeur de l'OPS
66^e session du Comité régional de l'OMS pour les Amériques**

Mesdames et Messieurs les Ministres et Secrétaires d'État,
Délégués des États membres,
Monsieur le Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la Santé,
Madame la Directrice de l'Organisation panaméricaine de la Santé,
Représentants des organismes invités,
Chers collègues :

Au nom du peuple équatorien et du Gouvernement de la Révolution citoyenne, dirigé par le Président Rafael Correa, permettez-moi d'adresser mes salutations fraternelles et chaleureuses à tous ici présents.

Je tiens à vous remercier toutes et tous d'avoir confié à l'Équateur la présidence du cinquante-deuxième Conseil directeur de l'Organisation panaméricaine de la Santé.

Cette année a été une année de développements importants pour la santé publique du monde.

Actuellement, nous avons l'apparition de l'épidémie de Chikungunya, qui a eu des répercussions considérables dans les Caraïbes, l'Amérique centrale et maintenant l'Amérique du Sud. Malgré les progrès accomplis dans la surveillance épidémiologique et les systèmes de contrôle, cette épidémie constitue l'un des problèmes sanitaires les plus importants dans notre Région, qui met en évidence notre défi à relever pour travailler et avoir de l'influence sur les déterminants sociaux, axés sur la promotion de milieux plus sains.

De plus grande préoccupation encore est l'émergence actuelle de santé publique à laquelle nous faisons face, à savoir la flambée épidémique de la maladie du virus Ebola... épidémie qui est sans précédent et qui présente de grands risques par son importance, sa gravité et sa complexité. Le virus Ebola a mis en évidence nos vulnérabilités et l'importance de formuler des plans de réponse et des mesures d'atténuation pour cette menace ainsi que d'autres.

Nous travaillons en coordination avec l'OPS/OMS pour mettre en œuvre des appuis concrets pour aider au confinement de cette épidémie.

Toutefois, nous savons qu'en tant que pays et en tant que Région, nous allons dans la bonne direction.

Le 22 septembre 2014, il y a une semaine, l'OMS a reconnu que l'Équateur était exempt d'onchocercose.

L'Équateur est le deuxième pays au monde à l'éliminer, après la Colombie. Toutefois, cet objectif pour toute la Région des Amériques, témoigne du travail sur les déterminants sociaux de la santé, ainsi que de l'approche intégrée de la santé, avec la participation active des communautés.

Pour l'Équateur et pour la Région, l'élimination de l'onchocercose est un pas de plus sur la voie de la réduction de la pauvreté et d'une augmentation substantielle de la qualité de la vie de nos citoyens. L'Équateur réaffirme son engagement à continuer à lutter pour l'élimination des maladies dites *maladies de la pauvreté* pour atteindre le bien vivre.

Les maladies transmissibles représentent un défi énorme pour la santé publique au niveau continental et mondial. Cependant, aujourd'hui nous faisons face également à l'épidémie de maladies chroniques non transmissibles : elles tuent des millions de personnes chaque année, et requièrent également des mesures rigoureuses.

L'épidémie de surpoids et d'obésité touche tous les coins de notre continent. Nous devons freiner la pénétration des aliments industriels, de faible valeur nutritionnelle et dans de nombreux cas toxiques dans les quantités élevées ingérées. Nous devons faire des progrès dans le renforcement de la direction des autorités sanitaires, et dans le développement de normes pour garantir le droit à la santé de nos populations.

Le 29 août de cette année, la réglementation de l'étiquetage des aliments industriels pour la consommation humaine est entrée en vigueur en Équateur. À l'aide d'un système d'annonces publiques, nous alertons la population sur les contenus élevés de sel, de sucre et de graisses dans les aliments.

Nous avons déjà des résultats : 20% des entreprises grandes et moyennes ont réduit le contenu des composantes dans un produit au moins.

L'Équateur travaille également à des propositions de nouveaux impôts pour les produits de consommation nocive. Ce type de consommation nocive occasionne des coûts importants pour nos pays dans les soins des maladies évitables, et ce type

d'interventions, pris conjointement avec d'autres politiques réglementaires, a fait la preuve d'un impact considérable sur la santé de la population.

Nous faisons cela dans le contexte de politiques plus vastes qui comprennent :

- la restriction d'aliments à teneur élevée en graisses, sel et sucre dans les cantines scolaires ;
- l'impulsion de l'agriculture familiale ;
- la promotion du sport et de l'activité physique.

Malgré tout, la bataille contre les maladies chroniques non transmissibles nécessite une action commune. Nous avons besoin d'une alliance régionale qui donne un élan à une action commune. Pour cela, le plan d'action pour la prévention de l'obésité chez les enfants et les adolescents constitue un progrès indispensable pour la Région. Nous devons continuer à développer des éléments clés de politique et de réglementation pour lutter contre l'obésité. Nous devons travailler sur un plan intersectoriel, en faisant intervenir d'autres acteurs tels que l'éducation, le logement, le sport, l'agriculture, les finances et la production, pour la véritable mise en œuvre de l'approche de santé dans toutes les politiques. Nous devons créer des alliances régionales et mondiales pour la protection du droit à la santé de nos citoyens et de nos citoyennes.

Justement, pour garantir le droit à la santé, nous savons qu'il n'est pas suffisant d'avoir des établissements de santé, de l'équipement et de talent humain. Nous devons travailler dans une approche de prévention et de promotion de la santé.

Sans doute, nous faisons face à de nouveaux challenges en matière de santé publique, qui nous défient de rechercher des chemins novateurs pour la construction de sociétés solidaires et équitables. Dans la lutte pour l'accès et la couverture universelle en santé, nous avons l'opportunité de construire une Région avec des valeurs d'inclusion et de participation sociale qui contribuent à la réduction des inégalités et de l'injustice sociale. Sans le droit à la santé comme axe transversal de nos politiques, nous ne pouvons pas parler de l'accès et de la couverture universelle.

Toutes nos actions doivent être fondées sur le principe que la santé est un droit, nécessaire pour la réalisation d'autres droits. Dans la recherche du bien vivre ou *Sumak Kawsay*, la santé est un principe et une fin.

Merci beaucoup.

- - -